

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/GEO/4

20 mars 2012

(12-1507)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

## RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION<sup>1</sup>

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur  
les procédures de licences d'importation

GÉORGIE

La communication ci-après, datée du 13 mars 2012, est distribuée à la demande de la délégation de la Géorgie.

### Description succincte du régime

1. Un certain nombre de dispositions ont été prises au cours des dernières années dans le but de simplifier la réglementation non tarifaire en Géorgie. Afin de simplifier le régime de licences et de réduire les obstacles administratifs, le Parlement géorgien a adopté le 24 juin 2005 la nouvelle Loi sur les licences et autorisations.

Les activités de production sont soumises à des licences conformément à la loi susmentionnée et à ses règlements d'application. La législation relative aux licences définit les activités en fonction des domaines (catégories et sous-catégories), les critères spéciaux pour l'octroi de licences, ainsi que les documents requis et tout autre document à joindre pour chaque activité. Les licences sont délivrées par les différents organes gouvernementaux.

Les principales innovations que comporte le nouveau régime sont les suivantes:

- Mise en place d'un guichet unique – les entreprises ne s'adressent qu'à un seul organisme.
- Application du principe "qui ne dit mot consent" – si aucun refus légitime n'est opposé à la demande dans un délai prédéterminé, la licence/autorisation est réputée avoir été accordée par l'autorité compétente.
- Mise en œuvre de procédures simplifiées pour la délivrance des licences si le requérant demande une licence/autorisation pour une activité commerciale particulière alors qu'il détient une autre licence/autorisation dans le même domaine d'activité économique.

---

<sup>1</sup> Le questionnaire figure à l'annexe du document G/LIC/3.

Il n'y a aucune restriction concernant les prescriptions en matière de licences ou autres obstacles non tarifaires, hormis la nécessité de protéger la santé publique, la sécurité nationale et l'environnement.

**Objet et champ d'application du régime de licences**

2. L'importation des produits ci-après en Géorgie est soumise à l'obtention d'une licence ou autorisation:

- a) produits d'origine florale soumis à un contrôle phytosanitaire;
- b) produits soumis à un contrôle vétérinaire;
- c) spécimens d'espèces de la flore ou de la faune sauvages menacées d'extinction;
- d) objets nucléaires, objets radioactifs, matières nucléaires, substances radioactives, déchets radioactifs, minéraux (du sous-sol) dont il est matériellement possible d'extraire des matières nucléaires, ainsi que les technologies nucléaires, et tous produits fabriqués à partir de matières nucléaires ou de substances radioactives ou dont ces dernières sont l'un des composants;
- e) matériel et techniques militaires;
- f) produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial;
- g) produits à double usage;
- h) sel non iodé;
- i) matériel de surveillance;
- j) matières dont la circulation est limitée.

Dans le cas des produits visés aux alinéas a), b) et h), l'autorisation d'importer est délivrée par le Ministère géorgien de l'agriculture.

Dans le cas des produits visés aux alinéas c) et j), la licence ou l'autorisation, respectivement, sont délivrées par le Ministère géorgien de l'environnement.

Dans le cas des produits visés à l'alinéa d), l'autorisation est délivrée par le Ministère géorgien de l'énergie et des ressources naturelles.

Dans le cas des produits visés à l'alinéa e), l'autorisation d'importer est délivrée par le Ministère géorgien de la défense.

Dans le cas des produits visés à l'alinéa i), l'autorisation d'importer est délivrée par le Ministère géorgien de l'intérieur.

Dans le cas des produits visés à l'alinéa f), l'autorisation est délivrée par le Ministère géorgien du travail, de la santé et des affaires sociales, compte tenu des prescriptions énoncées dans la Convention des Nations Unies en vigueur à cet égard.

Dans le cas des produits visés à l'alinéa g), la licence est délivrée par le Ministère géorgien de l'économie et du développement durable.

3. Les licences et autorisations s'appliquent à tous les produits importés de tous les pays, et aux produits originaires de tous les pays.

L'importation de produits visés à l'alinéa b) peut être restreinte si le lieu d'origine desdits produits a été déclaré zone contaminée par une maladie animale.

La liste des maladies est établie par décret gouvernemental.

4. Les prescriptions en matière de licences et d'autorisations n'ont pas pour objet de restreindre la quantité ou la valeur des importations. Il s'agit pour les alinéas a) et b), d'assurer la sécurité des produits alimentaires; pour les alinéas c), d) et j), de protéger l'environnement; pour les alinéas f) et h), de protéger la santé publique; pour les alinéas e), i) et g), de veiller aux intérêts de la sécurité nationale et internationale; et pour l'alinéa j), de préserver la sécurité.

5. Le régime géorgien de licences d'importation<sup>2</sup> est régi par la Loi de 2005 sur les licences et autorisations et par la Loi de 2003 sur les droits de licence et d'autorisation, ainsi que par les dispositions ci-après.

- a) la délivrance d'autorisations d'importer des armes est régie par la Loi de 1998 sur le contrôle des importations et exportations d'armements, de matériel militaire et de produits à double usage; la Loi de 2003 sur l'armement; le Décret gouvernemental n° 144 du 23 août 2005 sur les règles régissant la délivrance de licences et d'autorisations relatives au commerce des armes;
- b) la délivrance des autorisations d'importer des pesticides est régie par la Loi de 1998 sur les pesticides et les produits chimiques à usage agricole;
- c) la délivrance des autorisations d'importer des produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial est régie par les textes législatifs ou réglementaires suivants: la Loi de 2002 sur les stupéfiants, les substances psychotropes, les précurseurs et l'aide narcologique; le Décret du Ministre du travail, de la santé et des affaires sociales n° 22/n du 22 janvier 2004, sur la liste adoptée des produits pharmaceutiques contenant des stupéfiants, des substances psychotropes, des précurseurs et certaines substances psychoactives et les règles relatives à leur commerce légal; le Décret gouvernemental n° 176 du 14 octobre 2005 sur la recherche clinique concernant les produits pharmaceutiques et leur production, les pharmacies autorisées et les règles et formalités relatives à la délivrance d'autorisations d'importer ou d'exporter des produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial; la Loi du 15 octobre 2009 sur les médicaments et l'activité pharmaceutique;
- d) la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), le Décret gouvernemental n° 18 du 6 février 2007 sur l'approbation des dispositions concernant la réglementation et les conditions applicables à la délivrance d'autorisations d'exporter, d'importer, de réexporter et d'introduire en provenance de la mer des spécimens des espèces incluses dans les annexes de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), de parties de ces spécimens et de produits obtenus à partir de ceux-ci;

---

<sup>2</sup> Le mot "licence" est employé au sens d'"autorisation".

- e) le Décret gouvernemental n° 135 du 11 août 2005 sur les règles relatives à la délivrance de licences et d'autorisations pour les activités nucléaires et radioactives;
- f) le Décret gouvernemental n° 100 du 31 mai 2006 portant modification du Décret gouvernemental n° 185 du 14 octobre 2005 sur les règles et formalités relatives à la délivrance d'autorisations d'importer du sel non iodé régit l'importation de ce produit.

Le régime de licences est administré par les différents organes gouvernementaux.

Le gouvernement géorgien n'est pas habilité à abroger le régime sans modification de la législation. L'abrogation du régime exige de modifier la législation.

La législation ne laisse pas à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences.

### **Modalités d'application**

6. La législation de la Géorgie ne prévoit pas de restrictions quantitatives. Il en existe cependant pour les importations de médicaments qui sont soumis à un contrôle spécial concernant les stupéfiants, les substances psychotropes et les précurseurs, pour lesquels des contingents sont établis par le Ministère géorgien du travail, de la santé et des affaires sociales, compte tenu des prescriptions énoncées dans la Convention des Nations Unies en vigueur à cet égard; la liste des quantités y afférentes doit être envoyée à l'Organe international de contrôle des stupéfiants de l'ONU pour approbation.

Le Parlement géorgien est habilité à présenter à la Commission permanente pour les questions militaires et techniques du Ministère de la défense la liste des pays pour lesquels l'importation de matériel militaire, d'armes et de produits à double usage pourrait être restreinte.

- I. Les renseignements concernant l'importation de matériel militaire et d'armes sont confidentiels pour des raisons de sécurité nationale.

Les produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial sont visés par la Loi sur les stupéfiants, les substances psychotropes, les précurseurs et l'aide narcologique et par le Décret du Ministère géorgien du travail, de la santé et des affaires sociales n° 22/n du 22 janvier 2004, sur la liste adoptée des produits pharmaceutiques contenant des stupéfiants, des substances psychotropes, des précurseurs et certaines substances psychoactives et les règles relatives à leur commerce légal. Les renseignements concernant la répartition des contingents et les formalités de demande sont à disposition du public. Les montants totaux des contingents sont accessibles sur le site Web de l'Organe international de contrôle des stupéfiants de l'ONU.

Les renseignements concernant l'immatriculation des importateurs de produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial peuvent être obtenus auprès de l'Agence nationale de réglementation des activités médicales.

L'autorité chargée de délivrer les licences met à disposition du public des renseignements concernant les licences délivrées, à l'intention des organismes intéressés.

Les renseignements concernant les procédures de délivrance des licences ainsi que leur modification ou leur abrogation sont publiés dans le Journal officiel "Nouvelles législatives de la Géorgie".

- II. La Commission permanente mixte pour les questions militaires et techniques du Ministère de la défense fixe le volume des contingents concernant les armes et autres matériels militaires.

Les prescriptions nationales relatives aux produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial sont établies chaque année en fonction des besoins du pays et sous réserve de l'approbation de l'Organe international de contrôle des stupéfiants de l'ONU. Le Ministère du travail, de la santé et des affaires sociales définit les prescriptions pour l'année et les soumet à l'Organe international de contrôle des stupéfiants de l'ONU pour approbation.

La durée de validité des autorisations d'importer des produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial est déterminée en fonction des besoins des demandeurs.

- III. L'autorisation d'importer des produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial n'est accordée qu'aux personnes morales qui détiennent la licence requise pour leurs activités commerciales. Avant l'importation, ces personnes morales doivent recevoir une autorisation préliminaire de l'Agence nationale de réglementation des activités médicales. Après l'importation, les autorités douanières enregistrent la quantité de marchandises importées et informent le Ministère du travail, de la santé et des affaires sociales (Agence nationale de réglementation des activités médicales), qui notifie ensuite l'importation aux autorités compétentes du pays exportateur. En conséquence, les noms des personnes morales détenant une autorisation d'importer sont portés à la connaissance du gouvernement.

Le reliquat non utilisé des attributions est ajouté aux contingents d'une période ultérieure.

- IV. La demande d'autorisation d'importer des médicaments soumis à un contrôle spécial peut être déposée immédiatement après l'annonce de l'ouverture des contingents.
- V. La décision d'accorder une autorisation d'importer des produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial est prise dans un délai de 20 jours à compter de la réception de la demande, conformément à la Loi sur les licences et autorisations.
- VI. Les importateurs peuvent procéder à l'importation des produits dès qu'ils en reçoivent l'autorisation.
- VII. L'importation de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs est autorisée exclusivement dans le cadre d'une commande de l'État. La liste des médicaments précités et les contingents y afférents, établis par le Ministère du travail, de la santé et des affaires sociales en collaboration avec le Ministère de l'intérieur, sont ensuite soumis au Parlement pour approbation finale.

La Commission permanente mixte pour les questions militaires et techniques du Ministère de la défense examine les demandes de licences d'importation d'armes et de matériel militaire et de techniques connexes. La délivrance d'une licence d'importation par le Ministère de la défense est obligatoirement subordonnée à une recommandation de la Commission.

- VIII. Si la demande d'autorisation ne peut être entièrement satisfaite, les contingents concernant les médicaments et les produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial sont attribués conformément aux textes législatifs ou réglementaires pertinents énumérés au paragraphe 5 et une part de contingent est attribuée à chaque requérant.

IX. L'autorisation d'importer des produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial est requise dans tous les cas. En outre, le pays exportateur doit être en possession de l'original de l'accord provisoire conclu avec le pays importateur, et notifier à l'Organe international de contrôle des stupéfiants de l'ONU l'exportation effectuée depuis son territoire.

X. L'importation de produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial est mise en œuvre par l'Agence nationale de réglementation des activités médicales. Une fois les produits en question importés/exportés, les autorités douanières de la Géorgie enregistrent la quantité de marchandises importées/exportées, et informent le Ministère du travail, de la santé et des affaires sociales, qui notifie ensuite l'importation aux autorités compétentes du pays exportateur.

Une fois que les produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial ont été exportés, le Ministère du travail, de la santé et des affaires sociales (Agence nationale de réglementation des activités médicales) demande aux autorités compétentes du pays importateur des renseignements sur la quantité de marchandises exportées.

XI. Les usines pharmaceutiques établies en Géorgie sont autorisées à fabriquer des produits pharmaceutiques à des fins d'exportation sans immatriculation en Géorgie.

7. a) Le délai maximal pour l'obtention d'une licence (pour l'importation de produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial) est de 20 jours à compter du dépôt des documents dûment complétés.

b) La législation ne prévoit pas de délai plus court, mais elle prévoit que si aucun refus légitime n'est opposé dans un délai prédéterminé, la licence/autorisation est réputée avoir été accordée par l'autorité compétente.

Pour les produits visés aux alinéas a), b) et h), le délai minimum pour la délivrance de l'autorisation est d'un jour et le délai maximum de 20 jours.

c) La période de l'année pendant laquelle les demandes d'autorisation d'importer peuvent être déposées n'est pas limitée.

d) La Loi sur les licences et autorisations prévoit le principe du "guichet unique" – les entreprises ne s'adressent qu'à un seul organisme. Dans le cas de l'importation de produits à double usage, le requérant doit obtenir la recommandation de la Commission permanente mixte pour les questions militaires et techniques du Ministère de la défense.

Dans tous les autres cas, un seul organe administratif examine les demandes de licences.

8. Au nombre des raisons pour lesquelles une demande de licence peut être refusée figurent les suivantes:

a) la demande déposée par le requérant ne satisfait pas aux prescriptions énoncées dans la loi applicable;

b) la demande déposée par le requérant ne remplit pas les conditions fixées par les autorités locales en vertu de la loi applicable.

Les raisons du rejet sont communiquées par écrit au requérant. Celui-ci peut former un recours auprès d'un organe administratif supérieur ou d'un tribunal.

Une demande d'autorisation d'importer des produits visés aux alinéas a) et b) peut être rejetée si le lieu d'origine du produit a été déclaré zone contaminée par une maladie animale répertoriée par le Code sanitaire pour les animaux terrestres.

#### **Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence**

9. a) Dans le cadre du régime de licences restrictif, sont habilités à demander l'autorisation d'importer des stupéfiants et des substances psychoactives: a) les personnes morales titulaires d'une licence pour cette activité et b) les instituts de recherche médicale. Une personne condamnée par les tribunaux et inscrite dans une clinique neurologique n'est pas habilitée à demander de licence.
- b) Dans le cadre du régime non restrictif, toute personne a le droit d'obtenir une licence.

Il n'existe pas de système d'immatriculation des personnes ni des entreprises autorisées à importer.

Aucun droit d'immatriculation n'est perçu. Une liste de titulaires de licences est publiée au Registre d'État des licences/autorisations.

#### **Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence**

10. La demande doit être présentée par écrit (article 78 du Code administratif général) et comporter les éléments suivants:

- le nom de l'organe administratif auquel le requérant s'adresse;
- le nom et l'adresse du requérant;
- la demande;
- la date de présentation et la signature;
- la liste des pièces jointes, le cas échéant.

Les pièces ci-après doivent accompagner la demande:

- une note du Registre d'État des personnes morales de droit privé et des entrepreneurs individuels;
- pour les personnes physiques – une pièce d'identité;
- pour les personnes morales de droit public – des copies certifiées des documents relatifs à la constitution de l'entreprise, auxquelles il convient d'ajouter:
- une attestation de paiement des droits d'autorisation;
- pour l'importation des produits visés à l'alinéa b), un certificat vétérinaire, pour les agents biologiques, un certificat d'immatriculation, pour les produits visés à l'alinéa h), une attestation de non-comestibilité;
- pour l'importation des produits visés à l'alinéa c), un certificat d'origine émis par le pays exportateur, dans le cas de l'importation de spécimens vivants, les documents

afférents aux conditions pertinentes de stockage et d'entretien, ainsi que des renseignements précis sur les destinataires (nom et adresse complets).

Pour obtenir l'autorisation d'importer des produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial, les documents suivants sont nécessaires: l'autorisation de mener des activités spéciales (importation de produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial), l'accord entre l'importateur et le fournisseur, la facture (comprenant les renseignements sur les modalités d'importation), l'accord préliminaire entre les autorités compétentes des pays importateur et exportateur et une attestation de paiement des droits.

11. Lors de l'importation, il faut produire les documents nécessaires au dédouanement (en particulier: la déclaration en douane; l'habilitation du demandeur; le contrat conclu entre les parties à la transaction; le document de transport; la facture; le certificat fiscal; le certificat d'origine) ainsi que l'autorisation d'importer.

12. Un droit obligatoire visant à couvrir les frais administratifs est exigé une seule fois pour l'obtention des autorisations. Le montant des droits d'autorisation est fixé en application de la Loi sur les droits de licence et d'autorisation.

La Loi sur les droits de licence et d'autorisation prévoit un droit de 30 lari pour l'autorisation d'importer des produits à double usage.

Pour les agents biologiques, médicaux, chimiques et pharmaceutiques (à usage vétérinaire), les produits d'origine animale et les aliments pour animaux, le droit d'autorisation s'élève à 50 lari, pour les animaux vivants et les produits d'origine animale à 30 lari, et pour les produits d'origine florale soumis à un contrôle phytosanitaire à 25 lari.

Les droits à acquitter pour obtenir l'autorisation d'importer des produits pharmaceutiques soumis à un contrôle spécial s'élèvent à 100 lari.

Dans le cas du matériel militaire, les droits d'importation correspondent à 0,5 pour cent de la valeur totale des armes et du matériel militaire lorsque cette valeur est comprise entre 500 et 10 millions de lari, et à 0,1 pour cent de la valeur totale lorsque celle-ci est supérieure à 10 millions de lari, le montant maximal des droits ne devant toutefois pas excéder 120 000 lari. Lors d'une demande d'autorisation, une attestation de paiement du droit doit être présentée avec d'autres documents à la Commission permanente mixte pour les questions militaires et techniques.

13. Aucun paiement préalable n'est exigé.

#### **Conditions attachées à la délivrance des licences**

14. D'une manière générale, l'autorisation est délivrée pour une période de temps illimitée, ainsi que pour une période déterminée, prévue par la loi. La validité d'une autorisation peut être prolongée par les autorités sur demande justifiée des organes administratifs chargés de délivrer les autorisations.

La durée de validité d'une autorisation peut être automatiquement prolongée si les modalités d'obtention des licences n'ont pas été modifiées conformément à la loi applicable et si le requérant accompagne sa demande de l'attestation de paiement du droit d'autorisation.



La durée de validité d'une autorisation d'importer des produits soumis à un contrôle vétérinaire est d'un mois; la validité d'une autorisation d'importer des produits d'origine florale soumis à un contrôle phytosanitaire est de six mois au maximum, avec possibilité de prolongation de trois à six mois; la durée de validité d'une autorisation d'importer des spécimens d'espèces de la flore ou de la faune sauvages menacées d'extinction est de 12 mois; la durée de validité d'une autorisation d'importer des produits visés à l'alinéa d) est de six mois au maximum.

Aucune durée de validité n'est définie pour les licences et autorisations concernant l'importation d'armes et de matériel militaire.

15. Aucune sanction n'est applicable en cas de non-utilisation d'une licence.

16. Les autorisations délivrées sont cessibles entre importateurs si la législation ne l'interdit pas. Une licence n'est pas transmissible par succession.

17. Il n'y a pas d'autres conditions attachées à la délivrance des licences.

#### **Autres formalités**

18. Il n'y a pas d'autres procédures administratives à remplir pour obtenir une licence.

19. Les devises sont automatiquement remises par les autorités bancaires pour les marchandises à importer.

Il n'est pas obligatoire de détenir une licence pour obtenir des devises. Il y a toujours des devises disponibles à concurrence des licences/autorisations délivrées. Il n'y a aucune formalité à remplir pour obtenir les devises.

---